

En Algérie : Une adhésion *quiproquo*

Passif : l'héritage colonial de la SFIO avant 1914

Le 18 novembre 1920, le journal, encore socialiste, *La Lutte sociale*, en publie le texte des 2^e conditions¹. Les militants d'Algérie ont cinq semaines pour en prendre connaissance. Résumant pour les lecteurs de *L'Humanité* les débats², CA Julien écrit : « La question des mouvements nationalistes... » (il faut lire : le VIII^e è condition) « ... a tenu la première place dans la discussion approfondie engagée par les fédérations algériennes sur les thèmes coloniaux. À l'unanimité et sans qu'aucune voix se soit élevée pour soutenir un point de vue contraire, sans qu'aucun de nos camarades indigènes ait présenté la moindre observation, elles se sont nettement prononcées contre les mouvements nationalistes et les révoltes indigènes. Sans parler des difficultés pratiques qui voueraient à un massacre inutile, profitable au seul militarisme, des milliers d'hommes incapables de s'organiser, même géographiquement, les fédérations algériennes sont unanimes à penser que le succès d'un mouvement ne pourrait profiter qu'à une oligarchie indigène nationaliste, qui soumettrait les habitants à des conditions beaucoup plus pénibles que celles qui leur sont imposées aujourd'hui et dont les socialistes européens seraient les premières victimes ». On aura noté les mots « unanimité » et « unanimes », soulignés deux fois dans le texte. Y compris les « camarades indigènes » qui, il est vrai, étaient « une infime minorité », *dixit* Julien dans le même article ? Malgré – ou à cause de ? – cette incompréhension radicale de l'esprit qui devait présider à la naissance du nouveau Parti, l'adhésion en faveur de la nouvelle Internationale est écrasante : les délégués du Constantinois arriveront au Congrès avec 100 % des mandats en ce sens, ceux de l'Oranais de 94,7 %, ceux de l'Algérois de 86,7 %.

Devenus communistes, les militants de cette toute nouvelle région Algérie du PC changent certes d'opinions politiques... sauf sur la question coloniale. Ce qui est un peu gênant pour des militants évoluant justement en terre conquise. Dans ces conditions, ne peut-on affirmer que, dans ce domaine au moins – mais pour eux celui qui aurait dû être le principal –, les socialistes algériens ont voté pour l'adhésion sur la base d'un *quiproquo* ?

Un épisode célèbre montre en tout cas la difficulté qu'il y eut à greffer le nouvel internationalisme sur le corps de l'ancien Parti. Et ce qu'il faut bien appeler un phénomène de rejet. La section de Sidi Bel Abbès, de vieille tradition guesdiste, adopte, quatre mois après Tours (22 avril 1921), une motion³, rédigée par une

¹ Allison Drew, *We are no longer in France*, 2014.

² « Les mouvements nationalistes dans les colonies », *L'Humanité*, 7 janvier 1921 (article, déjà cité, paru donc après Tours mais qui concernait bien les débats d'avant-congrès).

³ Citée par Ahmed Koulakssis & Gilbert Meynier, « Le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première guerre mondiale », 1985.

grande figure du socialisme d'avant 1914, Maxime Guillon¹, s'opposant frontalement aux directives de l'Internationale. Paradoxalement, c'est cette motion qui est passée dans l'histoire, du simple fait qu'elle a été clouée au pilori par Trotsky, lors du IV^e congrès de l'IC. Mais, en ne retenant que la motion de Bel Abbés, on pourrait croire qu'il ne s'est agi que d'éléments sociaux-démocrates attardés. En fait, c'est la quasi totalité de la région Algérie qui s'est engagée dans la lutte contre les orientations de l'IC.

Un an plus tard, c'est cette fois la *totalité* des communistes de l'Afrique du Nord, réunis lors d'un Congrès interfédéral, qui s'exprime (24 septembre 1922)². La motion, comme préalable, reprend presque mot à mot celle de Sidi bel Abbés. Il ne saurait y avoir, ajoute-t-elle, une « thèse unique du Parti Communiste en matière coloniale », en l'occurrence la VIII^e condition, directement dénoncée : « Ce texte a le tort d'être trop général, de s'appliquer indistinctement à toutes les colonies et États opprimés, sans tenir compte de leurs conditions particulières et des moyens d'action du Parti dans chacune d'elles, et de ne pas marquer une progression dans l'accomplissement des diverses tâches qu'il prescrit. » En Algérie, il ne peut être question de donner un « appui aux mouvements libérateurs » et d'exiger « l'expulsion des colonies des impérialistes nationaux. » La motion reprend ensuite un vieil argument des Européens des colonies – nous connaissons mieux la situation que les *patois*³ – en l'enrobant de verbiage communiste : « Nous avons le devoir impérieux de faire la critique de la politique suivie, d'en signaler les erreurs et les lacunes, étant bien placés pour cela. Il nous appartient aussi de fournir au Parti les indications qui lui manquent sur la situation particulière de notre région et de lui suggérer les méthodes à employer afin d'éviter des tâtonnements et des fautes qui risquent d'avoir de graves conséquences. » Obéissant à cette logique, la résolution demande que toute initiative du Comité directeur ou du *Comité d'études coloniales* soit soumise au filtre de l'avis des communistes d'Algérie. Quelles étaient les *particularités* que les *Français de France* ne pouvaient comprendre ? De façon symptomatique, la motion citait en premier lieu la « mentalité indigène algérienne. » Le peuple était analphabète et plongé dans les ténèbres, on l'a vu. Quant à l'élite, composée d'« esprits imprécis, sans énergie, constamment ballotés entre leur impulsion nationaliste et la crainte des représailles de l'Administration », elle ne pouvait « être pour nous une alliée. » Sur quel *Programme d'action pour l'avenir immédiat*⁴ un tel d'esprit pouvait-il aboutir ? Le moins que l'on puisse écrire est que la phrase introductive était catégorique : « L'émancipation des populations

¹ Il en revendiquera la paternité lors de son départ du PC (*Le Populaire*, 21 janvier 1923, voir *infra*).

² *Bulletin communiste*, n° 49, 7 décembre 1922 (CERMTRI).

³ Expression des Français d'Algérie qui désigne avec une petite dose de mépris leurs compatriotes de métropole (Léon Mazzella, *Le parler pied-noir*, 1989).

⁴ C'était l'objet de la seconde livraison du *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la Révolution en France. » Pour conclure : « La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse ». Deux adjectifs définitifs.

Il serait pourtant injuste de ne pas faire mention d'une minorité internationaliste, dès ce moment, au sein de la région Algérie, composée particulièrement d'anciens libertaires – on y distingue, déjà, la voix de Victor Spielmann¹. En opposition totale avec les textes précédemment cités, les termes « libération nationale » et « indépendance » apparaissent dans la presse communiste dès 1921 : « Tant de misère et d'inégalités développent des tendances libératrices qui prennent tout naturellement, la forme d'aspirations à une libération nationale (...). Le nationalisme n'est pas le socialisme (...) mais il va dans le même sens que lui et même coïncide partiellement avec lui (...). Aussi devons-nous envisager les aspirations à l'indépendance coloniale comme étant de même essence que le socialisme et nous ne devons pas rester indifférents à leur égard (...). Loin de se montrer hostiles aux aspirations d'indépendance coloniale, les socialistes² doivent les envisager d'un œil favorable : sans cesser pour cela de spécifier qu'elles sont incomplètes³. »

Esquisse d'un redressement

Cependant, les positions (nettement) majoritaires vont attirer aux communistes d'Algérie une pluie de critiques. Un des dirigeants en vue du nouveau parti, Paul Vaillant-Couturier, effectue au printemps 1922, une tournée en Algérie, officiellement pour *L'Humanité*, en fait très probablement pour aider à *redresser la ligne*. Vaillant profite de cette tournée pour alimenter l'information des lecteurs de *L'Humanité* (série du 14 avril au 9 juin 1922, « L'impérialisme français en Algérie. Le milieu algérien. Européens et Indigènes⁴ »). Dès le premier article, le ton est donné : « Bien souvent les communistes eux-mêmes ont quelque peine à se dégager de cette emprise⁵. Il semble que quelque chose soit resté du temps où, derrière les murailles de pisé des villages, patriotes et ouvriers se réunissaient pour faire le coup de feu contre les assiégeants arabes ou kabyles⁶. » À l'autre extrémité du reportage, Vaillant confirmait cette critique : « Il faut que la

¹ On ne sait si Spielmann adhéra au PC tout de suite après Tours. Il dut le quitter dans la seconde moitié de 1925. En tout cas, il figurait encore parmi les premiers militants communistes arrêtés par la police lors de la répression lors de la guerre du Rif, en juin 1925 (voir *infra*).

² On aura noté la persistance de l'ancienne appellation.

³ *La Lutte sociale*, 19 mars 1921, cité par Ahmed Koulakssis & Gilbert Meynier, « Le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première guerre mondiale », 1985.

⁴ Cette série paraît donc après les textes de Sidi bel Abbés et de la Fédération de Constantine, mais avant le Congrès interfédéral de septembre.

⁵ De l'esprit raciste.

⁶ « Le milieu algérien : Européens et Indigènes », *L'Humanité*, 14 avril 1922.

méfiance, l'inquiétude cèdent le pas à une volonté réfléchie mais ferme de collaboration. » Mais il se gardait bien de renvoyer dos à dos les *indigènes* et les Européens : c'était à ces derniers de modifier leur attitude : « Ce n'est pas en maintenant les indigènes en dehors du Parti qu'on fera l'éducation des cadres ouvriers nécessaires à l'application de la dictature du prolétariat, c'est en les attirant au contraire, dût-on parfois avoir à triompher pour cela du préjugé colonial chez certains Européens et d'une défiance trop souvent justifiée chez certains opprimés¹. » Plus frontale, plus agressive, fut la condamnation émise par Robert Louzon, l'un des communistes de la première heure les plus impliqués dans l'anticolonialisme militant (il venait d'être condamné à six mois de prison, puis expulsé de Tunisie). Son article du même *Bulletin communiste*, intitulé « Une honte », était une violente charge contre les différentes motions en cours : « Parlons net ! Un communiste doit avoir une mentalité communiste, non une "mentalité algérienne"² (...). Cela devrait l'empêcher d'employer pour combattre les efforts d'émancipation politique des indigènes les mêmes arguments "d'ignorance", "d'incapacité", que ceux qui sont journellement employés par la bourgeoisie pour combattre ses propres efforts d'émancipation sociale. Le communisme, c'est la lutte pour l'émancipation des travailleurs, de tous les travailleurs, non pour la mise en "tutelle" d'une partie d'entre eux sous la domination d'un prolétariat ou d'un capitalisme étranger. N'aurait rien de commun avec le communisme la politique qui ne tendrait qu'à obtenir des augmentations de traitement et de privilèges pour des fonctionnaires français de l'Afrique du Nord, tout fiers de porter faux col et d'avoir été à l'école³. »

L'autre attaque vint des colonisés organisés en métropole au sein du PC. En décembre, dans la même livraison du *Bulletin communiste* que la publication du texte du Congrès interfédéral (voir *supra*) parut un court, mais cinglant, article d'Abdelkader Hadj Ali⁴, qui se terminait par cette phrase : « Il est temps que le Communisme ne soit plus limité à quelques Européens disséminés dans les colonies, alors qu'on laisse de côté des millions de prolétaires indigènes qui nous tendent la main. » Alors que la Résolution du Congrès interfédéral avait pour titre « La question coloniale », Hadj Ali titra son article « L'action coloniale⁵ » : malice ou combat de front ?

Puis, c'est de l'Internationale que viendra le coup le plus rude. À Moscou, lors du IV^e congrès, Léon Trotsky, le 1^{er} décembre 1922, présente un rapport sur le Parti français d'une exceptionnelle sévérité. Sur la question coloniale, c'est la motion de Bel Abbès qui est visée en tout premier lieu (l'Internationale n'avait donc, à ce moment, connaissance ni de la résolution de la Fédération de

¹ « L'impérialisme français en Algérie. Esquisse générale de la politique communiste en Algérie », 9 juin 1922.

² Ici, dans le sens de « mentalité de colon ».

³ *Bulletin Communiste*, n° 1, 4 janvier 1923 (CERMTRI).

⁴ Article signé *Hadjali*.

⁵ *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

Constantine, datant pourtant d'octobre 1921, ni de celle de la Conférence interfédérale de septembre 1922, bien plus importantes, citées *supra*). Trotsky est évidemment très sévère : « Cette résolution d'un groupement qui se prétend communiste constitue un grand scandale. » Plusieurs reproches majeurs lui sont faits : d'abord, l'incroyable prétention de vouloir *seule* déterminer la politique communiste en Algérie : « Voilà une section coloniale qui se dresse contre son Parti et contre son Internationale, et dit : "Non, non, quand il s'agit des indigènes, c'est notre domaine réservé". » Puis le leader bolchévik aborde le fond : « On ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination de la bourgeoisie française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! » L'IC ne peut ni ne doit tolérer dans ses rangs « deux heures ni deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne dans les bienfaits de la civilisation capitaliste¹ ! » Le 18 décembre, *L'Humanité* publie la *Résolution sur la question française*², qui reprend les critiques de Trotsky : « Le Parti condamne catégoriquement la position de la section communiste de Sidi-Bel-Abbès, qui couvre d'une phraséologie pseudo marxiste un point de vue purement esclavagiste, soutenant, au fond la domination impérialiste du capitalisme français sur ses esclaves coloniaux. Le Congrès estime que notre activité dans les colonies doit s'appuyer non pas sur des éléments aussi pénétrés de préjugés capitalistes et nationalistes, mais sur les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes et en premier lieu sur la jeunesse prolétarienne indigène. »

Suite à ce flot de protestations, le Comité directeur intervint et exigea une nouvelle orientation.

Le ton du texte d'un nouveau Congrès interfédéral (Alger, 14 janvier 1923) fut radicalement différent. Il fallait désormais « soutenir les aspirations démocratiques des indigènes, résolument », notamment le suffrage universel, recruter des *indigènes* et présenter aux élections des candidats issus de cette population, enfin lutter contre les préjugés coloniaux « même au sein des sections communistes³. » L'hebdomadaire *La Lutte sociale* passe à ce moment aux mains des internationalistes, qui publient « Pourquoi le communisme intéresse les indigènes » (27 avril 1923)⁴. L'article, dénonçant la II^{nde} Internationale, était en fait une véritable déclaration de guerre à *l'esprit de Bel Abbès*, affirmant sans détour : « Les indigènes, comme les prolétaires des pays dits civilisés, ont le même désir de délivrance. De là la nécessité pour les uns et les autres de faire alliance, de se tendre la main. » Ce qui provoqua la première crise du PC en Algérie, d'ailleurs contemporaine de celle du PC national (départs de Frossard,

¹ *Bulletin communiste*, n° 2 / 3, 11 janvier 1923 (CERMTRI).

² Voir également ce texte in *Les quatre premiers Congrès*, *op. cit.*

³ Jacques Choukroun, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*, 1985.

⁴ Cité par Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, Vol. II, 1973

Méric, Pioch...). Le rédacteur de la motion de Bel Abbès, Maxime Guillon, quitta le Parti et revint à la SFIO. Est-ce à dire que toutes ces sensibilités avaient disparu? Fin 1924 encore, Henri Lozeray déplore que « nos camarades des fédérations nord-africaines ne comprennent (pas) l'importance de la liaison avec le Parti de l'indépendance nationale¹, et souvent derrière une apparente rigidité dans la doctrine, ils cachent un esprit purement social-démocrate². »

¹ Il n'existe pas à ce moment de *parti de l'indépendance*. L'auteur a probablement voulu désigner un *mouvement* de la société indigène en train de s'affirmer.

² « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (décembre 1924), document dactylographié, Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70.